

**Délibération n° 2019-02-12/8**

**Objet : Lancement de la procédure et autorisation de signature d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'un régime de protection sociale complémentaire de prévoyance pour l'ensemble du personnel de la ville et du CCAS de Pérols**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance : B. Conte Arranz**

**Présents : J.P Rico, Maire**

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

**Absents ayant voté par procuration :** F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 a instauré la possibilité pour les collectivités territoriales d'aider les agents à acquérir une protection sociale complémentaire en prévoyance.

Par délibération du 30 avril 2014, et conformément au décret, le Conseil municipal a voté les modalités de mise en œuvre de la protection sociale complémentaire des agents pour le risque prévoyance, sous forme d'une convention de participation.

Les agents concernés par ce dispositif sont les fonctionnaires, ainsi que les agents de droit public et privé, de la ville et du CCAS. Les vacataires ne sont pas concernés.

L'adhésion à la protection sociale complémentaire en prévoyance reste facultative pour les agents.

La collectivité participe financièrement à la protection sociale de ses agents dans le cadre d'une mise en place d'une convention de participation (ou contrat de groupe) avec un organisme retenu après mise en concurrence selon les modalités spécifiques imposées par le décret n° 2011-1471 du 8 novembre 2011.

Dans le souci de permettre au maximum d'agents d'en bénéficier et ce, à des tarifs préférentiel, la commune a la volonté de signer un nouveau contrat de groupe prévoyance, le précédent arrivant à son terme le 30 juin 2019.

Pour rappel, la dénomination de risque prévoyance désigne notamment la prise en compte des risques suivants :

- Incapacité temporaire de travail
- Invalidité
- Décès
- Perte de retraite

La commune propose que le contrat de groupe prévoyance garantisse le maintien du salaire et du régime indemnitaire.

La ville de Pérols a souhaité être assistée par le Cabinet JULIEN pour préparer le Dossier de Consultation des Entreprises de cette nouvelle convention de participation et analyser les offres.

Un avis d'appel public à la concurrence va être lancé début mars 2019 avec une remise des offres pour fin avril 2019. La notification devrait être envoyée à la société retenue en juin 2019.

La convention débutera à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 pour une durée de 6 ans. Elle pourra être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder 1 an.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Décider de participer au financement de la protection sociale des fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé dans le cadre d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'un régime de protection sociale complémentaire de prévoyance pour l'ensemble du personnel de la ville et du CCAS de Pérols.
- La participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement aux fonctionnaires et aux agents de droit public et de droit privé ayant adhéré à la convention de participation qui sera mise en œuvre à compter du 1er juillet 2019.
- Maintenir le niveau de participation fixé par délibération du Conseil municipal n°2016-04-30/15 à 10 € par mois pour les adhérents.
- Décider que les risques qui seront pris en compte dans le cadre de la convention de participation seront :
  - -Incapacité temporaire de travail
  - -InvaliditéIl sera laissé à la discrétion des agents la possibilité de souscrire à l'une ou l'ensemble des options suivantes :
  - -Décès
  - -Perte de retraite
- Autoriser le Maire à lancer la procédure de mise en concurrence et à signer la Convention après consultation du Comité Technique avec la société retenue à la fin de la procédure effectuée selon les modalités définies par le décret n°2011-1474 du 8 novembre et toutes pièces utiles portant sur son exécution.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 12 février 2019

Le Maire

Jean-Pierre RICO



Envoyé en préfecture le 22/02/2019

Reçu en préfecture le 22/02/2019

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213401987-20190212-2019\_02\_12\_8-DE